



CHAPITRE 66

Loi modifiant la Loi des renseignements
sur les compagnies

[Sanctionnée le 24 décembre 1974]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c. 273, a. 5f mod. **1.** L'article 5f de la Loi des renseignements sur les compagnies (Statuts refondus, 1964, chapitre 273), édicté par l'article 5 du chapitre 76 des lois de 1971, est modifié par l'addition, au paragraphe a, de l'alinéa suivant:

Délai de deux ans. « Le délai est de deux ans dans le cas d'une compagnie qui, pour exercer son activité principale, doit être munie d'un permis ou d'une autre autorisation émanant du gouvernement du Québec ou de l'un de ses mandataires ou organismes. »

Délai pour révocation de dissolution. **2.** Malgré le délai prévu par l'article 1 de la présente loi, la révocation de la dissolution d'une compagnie visée dans ledit article peut être demandée jusqu'au 30 juin 1975, conformément à l'article 5f de la Loi des renseignements sur les compagnies.

Effet de révocation. **3.** Une compagnie dont la dissolution est révoquée en vertu de la présente loi est réputée n'avoir jamais été dissoute, sous réserve des droits acquis par les tiers.

Permis, etc., réputés en vigueur. Les permis ou autres autorisations l'habilitant à exercer son activité principale sont réputés avoir toujours été en vigueur, sauf s'ils sont devenus caducs pour une cause autre que la dissolution.

CHAPTER 66

An Act to amend the Companies
Information Act

[Assented to 24th December 1974]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 5f of the Companies Information Act (Revised Statutes, 1964, chapter 273), enacted by section 5 of chapter 76 of the statutes of 1971, is amended by adding to paragraph a the following paragraph:

“The delay shall be of two years in the case of a company which, to carry on its principal activity, must hold a permit or other authorization emanating from the government of Québec or from a mandatory or agent of that government.”

2. Despite the delay provided for by section 1 of this act, the revocation of the dissolution of a company contemplated in the said section may be requested until 30 June 1975, in accordance with section 5f of the Companies Information Act.

3. A company whose dissolution is revoked under this act is deemed never to have been dissolved, subject to the rights acquired by third persons.

The permits or other authorizations empowering it to carry on its principal activity are deemed to have remained in force without interruption, unless they lapsed for a cause other than the dissolution.

Effet
rétroactif. **4.** La présente loi a effet depuis le **4.** This act shall have effect from <sup>Retroac-
tive effect.</sup>
7 juillet 1971. 7 July 1971.

Entrée en
vigueur. **5.** La présente loi entre en vigueur le **5.** This act shall come into force on <sup>Coming
into force.</sup>
jour de sa sanction. the day of its sanction.